



Royaume du Maroc
Conseil consultatif des droits de l'Homme

Département Information et Communication

المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

LE CCDH DANS LA PRESSE NATIONALE

16 Décembre 2010
16 دجنبر 2010

Droits de l'Homme

Les avancées du Maroc reconnues par ses partenaires

De grandes organisations ont une bonne connaissance des pas franchis par le Maroc dans le domaine des droits de l'Homme.

MAP

Les avancées réalisées par le Maroc dans le domaine de la consolidation et l'ancrage des droits de l'homme sont reconnues par les partenaires du Royaume, a indiqué Ahmed Herzenni, président du Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH), qui a effectué cette semaine une visite de travail de deux jours en Grande-Bretagne. M. Herzenni, qui s'est entretenu lors de son séjour dans la capitale britannique

avec de hauts responsables du ministère britannique des Affaires étrangères et de l'Organisation internationale de défense des droits humains Amnesty International (AI) ainsi qu'avec des membres des deux Chambres du parlement britannique, a indiqué que ces différents interlocuteurs «ont une bonne connaissance» des pas franchis par le Maroc dans ce domaine. «Tous ces interlocuteurs, en particulier ceux d'Amnesty, reconnaissent que le Maroc a réalisé d'importants progrès en particulier dans la mise en œuvre des recommandations de l'Instance Équité et Réconciliation, et au niveau de la consolidation des droits humains d'une manière générale», a dit le président CCDH dans un entretien à la MAP. Ces entretiens, qui ont également porté sur les récents

événements de Laâyoune ont permis de constater avec satisfaction «que les rumeurs propagées par l'Algérie, le Polisario et certains organes de presse hostiles à l'intégrité territoriale du Maroc n'ont pas eu de prise». «Nos interlocuteurs retiennent qu'au cours des événements qui ont eu lieu le 8 novembre, les forces de l'ordre sont intervenues pacifiquement», un constat confirmé par le bilan faisant état de 11 morts parmi les membres des forces de l'ordre. Il a noté que les responsables d'AI lui ont fait part de leur satisfaction de la manière dont s'est déroulée la visite effectuée à Laâyoune par une équipe d'Amnesty. Dans le cadre de cette mission, les représentants d'AI ont pu rencontrer toutes les personnes qu'ils souhaitaient voir, y compris des responsables et des familles. ■

Le Maroc fait entendre sa voie

● La situation des droits de l'homme à Tindouf inquiète sérieusement les ONG internationales ● En séjour à Londres, une délégation du CCDH a rencontré les responsables d'Amnesty International ● L'organisation dénonce le comportement du Polisario et de l'Algérie

PAR ABOUBACAR YACOUBA BARMA

Les associations internationales de défenses des droits de l'homme commencent enfin à s'intéresser sérieusement à la situation humanitaire dans les camps de Tindouf, où plusieurs rapports d'experts indépendants ont fait état de graves violations orchestrées par les responsables du Polisario. Cette semaine, Amnesty International est montée au créneau pour dénoncer le manque d'accès des membres de l'organisation en Algérie et aux camps de Tindouf. Selon Malcolm Smart, directeur chargé de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, «le gouvernement algérien nous a informé qu'en raison de nos reproches à l'égard de la situation en Algérie, nous ne pourrions pas visiter ce pays pour y mener des recherches». Le responsable de l'organisation basée à Londres a fait part du souhait d'Amnesty International d'accéder aux



Amnesty a fait part de sa satisfaction sur le déroulement de la visite effectuée à Laâyoune.

(PHOTO : AIC PRESS)

camps, situés en territoire algérien afin de «faire la lumière sur de nombreuses violations des droits de l'homme en Algérie, y compris ceux ciblant les émigrés et d'autres graves exactions». Malcolm Smart a, en effet, souligné que le traitement des réfugiés est également parmi les préoccupations de son organisation au sujet de la situation des droits de l'homme en Algérie et qui nécessite un éclaircissement sur le terrain. «Notre souhait se heurte au refus des autorités algériennes», estimant que son organisation n'est pas prête à accepter «un accès limité».

Le Maroc, très coopératif

Prenant exemple sur le cas du Maroc, Malcolm Smart, a reconnu que «l'approche marocaine a permis de réaliser de nombreux acquis». Une opinion partagée par la direction d'Amnesty International à Londres qui a rencontré, en début de semaine, une délégation du Conseil consultatif

des droits de l'homme (CCDH), conduite par son président Ahmed Herzenni. La délégation marocaine qui effectue une visite de travail de deux jours en Grande-Bretagne, s'est également entretenue avec de hauts responsables du ministère britannique des Affaires étrangères, ainsi qu'avec des membres des deux chambres du Parlement britannique. Ahmed Herzenni a indiqué que ces différents interlocuteurs «ont une bonne connaissance» des pas franchis par le Maroc dans son effort de promotion et de consolidation des droits. Les responsables d'Amnesty ont profité de l'occasion pour faire part de leur satisfaction sur le déroulement de la visite effectuée à Laâyoune par une de leurs équipes. Selon leurs déclarations, les représentants de l'organisation ont pu rencontrer toutes les personnes qu'ils souhaitent voir, y compris des responsables et des familles. Sur ce point, Malcolm Smart a indiqué que les procès en justice qui auront lieu sur ces incidents devront aider à faire la lumière sur ces événements. Il a, toutefois, reconnu que les manifestants du camp «ne formaient pas un groupe homogène», évoquant ainsi la présence parmi les manifestants qui réclamaient l'amélioration de leurs conditions de vie, des facteurs de troubles. Des réactions qui sonneront comme un baume au cœur pour le Maroc qui jusque-là faisait les frais d'une véritable campagne orchestrée principalement par certains milieux espagnols et algériens.

Droits humains: Les avancées du Maroc reconnues par ses partenaires

-Les avancées réalisées par le Maroc dans le domaine de la consolidation et l'ancrage des droits de l'homme sont reconnues par les partenaires du Royaume, a indiqué M. Ahmed Herzenni, Président du Conseil Consultatif des Droits de l'Homme (CCDH), qui a effectué cette semaine une visite de travail de deux jours en Grande-Bretagne. M. Herzenni, qui s'est entretenu lors de son séjour dans la capitale britannique avec de hauts responsables du ministère britannique des Affaires étrangères et de l'organisation internationale de défense des droits humains Amnesty International (AI) ainsi qu'avec des membres des deux chambres du parlement britannique, a indiqué que ces différents interlocuteurs "ont une bonne connaissance" des pas franchis par le Maroc dans ce domaine. "Tous ces interlocuteurs, en particulier ceux d'Amnesty, reconnaissent que le Maroc a réalisé d'importants progrès en particulier dans la mise en œuvre des recommandations de l'Instance Equité et Réconciliation, et au niveau de la consolidation des droits humains d'une manière générale", a dit le Président CCDH dans un entretien à la MAP.

Droits humains

Les avancées du Maroc reconnues par Londres

Les avancées réalisées par le Maroc dans le domaine de la consolidation et l'ancrage des droits de l'Homme sont reconnues par les partenaires du Royaume, a indiqué Ahmed Herzenni, président du Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH), qui a effectué cette semaine une visite de travail de deux jours en Grande-Bretagne.

M. Herzenni, qui s'est entretenu lors de son séjour dans la capitale britannique avec de hauts responsables du ministère britannique des Affaires étrangères et de l'organisation internationale de défense des droits humains Amnesty International (AI) ainsi qu'avec des membres des deux Chambres du Parlement britannique, a indiqué que ces différents interlocuteurs «ont une bonne connaissance» des pas franchis par le Maroc dans ce domaine.

«Tous ces interlocuteurs, en particulier ceux d'Amnesty, reconnaissent que

le Maroc a réalisé d'importants progrès en particulier dans la mise en oeuvre des recommandations de l'Instance Equité et Réconciliation, et au niveau de la consolidation des droits humains d'une manière générale», a souligné le président du CCDH dans un entretien à la MAP.

Ces entretiens, qui ont également porté sur les récents événements de Laâyoune, ont permis de constater avec satisfaction que les rumeurs propagées par l'Algérie, le Polisario et certains organes de presse hostiles à l'intégrité territoriale du Maroc «n'ont pas eu de prise».

«Nos interlocuteurs retiennent qu'au cours des événements qui ont eu lieu le 8 novembre, les forces de l'ordre sont intervenues pacifiquement», un constat confirmé par le bilan faisant état de 11 morts parmi les membres des forces de l'ordre. Il a noté que les responsables d'AI lui ont fait part de leur satisfaction de la manière

dont s'est déroulée la visite effectuée à Laâyoune par une équipe d'Amnesty.

Dans le cadre de cette mission, les représentants d'AI ont pu rencontrer toutes les personnes qu'ils souhaitaient voir, y compris des responsables et des familles.

M. Herzenni a, par ailleurs, souligné que les entretiens avec les responsables d'Amnesty International, avec lesquels le CCDH entretient un dialogue permanent et continu, ont été l'occasion d'aborder la situation des ressortissants marocains séquestrés dans les camps de Tindouf (sud-ouest de l'Algérie).

«Amnesty International se plaint du manque d'accès aux camps de Tindouf, une situation qui limite l'action que l'organisation peut entreprendre», a-t-il précisé, soulignant que les responsables d'AI se heurtent aussi à l'impossibilité d'accéder au territoire algérien dans sa totalité et non pas seulement à Tindouf.

Amnesty a, en effet, indi-

qué lundi par la voix de son directeur pour la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, M. Malcolm Smart, que «le gouvernement algérien nous a informé qu'en raison de nos reproches à l'égard de la situation en Algérie, nous ne pourrions pas visiter ce pays pour y mener des recherches».

«Nous voulons avoir accès à tout le territoire algérien y compris aux camps de Tindouf», contrôlés par les séparatistes du Polisario, a dit M. Smart.

Par ailleurs, le président du CCDH a souligné que le cas du militant marocain, M. Mustapha Salma Ould Sidi Mauloud, a été soulevé avec les responsables d'AI.

Il a, dans ce sens, indiqué que ces responsables attendent que la famille de Ould Sidi Mauloud les saisisse directement pour que l'organisation puisse adopter son cas et s'en occuper d'une manière méthodique et rigoureuse.

MAP

EXPRESS

QUESTION DU SAHARA

Un député travailliste appelle à un dialogue entre le Maroc et l'Algérie

■ Jeremy Corbyn, membre travailliste de la Chambre des communes (chambre basse du Parlement britannique) connu pour son soutien aux thèses des séparatistes du Polisario, a appelé, mardi, à un dialogue entre le Maroc et l'Algérie dans le but de parvenir à un règlement de la question du Sahara. «Un dialogue entre le Maroc et l'Algérie serait utile», pour avancer vers un tel règlement, a confié à la MAP M. Corbyn, à l'issue d'une séance de travail tenue au siège du Parlement de Westminster avec Ahmed Herzenni et Albert Sasson, respectivement président et membre du Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH). Le député travailliste s'est félicité de cette rencontre, qui a permis de faire le point sur les efforts consentis par le Maroc dans le domaine du renforcement et de l'ancrage des droits de l'homme. «Je salue la visite de la délégation en Grande-Bretagne», a dit M. Corbyn, ajoutant qu'«outre la question du Sahara, la rencontre a été l'occasion d'examiner les changements qui ont eu lieu au Maroc en particulier au niveau des droits de la femme, les libertés syndicales et les droits des émigrés en provenance des pays subsahariens».

حرزني: افتراءات المدعو قسنطيني تندرج ضمن حرب نفسية تخوضها الجزائر ضد المغرب

وكانت اللجنة الدولية للتنسيق بين المنظمات والشبكات الإقليمية لحقوق الإنسان قد حطت من قيمة اللجنة الجزائرية المزعومة بعد أن خلصت ، استنادا الى أدلة ، بأنها " ليست هيئة مستقلة لتتبع وضعية حقوق الإنسان بالجزائر " .

وأبرز حرزني أن " تصريحات قسنطيني جاءت لتقديم دليلا آخر على أن اللجنة ليست مستقلة ، بل هي هيئة تدلي بتصريحات بناء على توجيهات " ، ملاحظا أن المسؤول الجزائري قدم بذلك الدليل على أن مهمته تتمثل في ارضاء سلطات بلاده.

وأشار الى أنه كان من الأجدر بقسنطيني أن يهتم بالتقييم المنتظم لوضعية حقوق الإنسان ببلاده ، متسائلا عن الاسباب التي تحول دون اهتمام المسؤول الجزائري بوضعية الأشخاص المحتجزين في مخيمات تندوف، وتلك المتعلقة بحقوق الإنسان بالجزائر بشكل عام .

وحرص رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان ، من جهة أخرى ، على التأكيد أن المنظمات الدولية المعنية بحقوق الإنسان الأكثر مصداقية ، قد أنصفت المغرب من خلال اعتمادها للحصيلة التي قدمها في أعقاب أحداث العيون.

وخلص حرزني الى القول إن الأهمية الوحيدة للتصريحات " غير الملائمة " لقسنطيني تكمن في كونها برهنت على أنه مجرد شخص تابع للنظام الجزائري .

ندد أحمد حرزني رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان ، بافتراءات رئيس ما يسمى باللجنة الوطنية الجزائرية لحقوق الإنسان ، فاروق قسنطيني ، مؤكدا أن ادعاءات هذا الأخير " تندرج ضمن حرب نفسية تخوضها الجزائر ضد المغرب " .

وأضاف حرزني ، في تصريح، على هامش زيارة العمل التي قام بها الى لندن ، أن المسؤول الجزائري " اعتبر أنه من الضروري المساهمة في الحرب النفسية التي تخوضها حكومة الجزائر ضد المغرب " ، ومن ثمة فإن قسنطيني بلجؤه الى هذا السلوك يكون قد خرق المعايير الدولية التي تنص على أن لجنة من هذا النوع ينبغي أن تهتم بحقوق الإنسان داخل بلاده ، ملاحظا أن " خرجة " المسؤول الجزائري تتم خارج نطاق اختصاصات لجنة وطنية لحقوق الإنسان.

وقال إن هذه التصريحات التي يدعي قسنطيني من خلالها بشكل مفترى وكاذب ، أن أحداث العيون " إبادة وجريمة ضد الإنسانية يرتكبها بلد عدواني ، تعد " غير ودية تماما " ، مبرزا أن هذه التصريحات " تشوش على تعايشنا داخل اللجنة الدولية للتنسيق بين المنظمات والشبكات الإقليمية لحقوق الإنسان " . وأكد أن المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان تقدم بشكوى أمام هذه اللجنة في أعقاب التصريحات التي أدلى بها المسؤول الجزائري ، موضحا أن ما جاء على لسان قسنطيني سيؤثر على اللجنة التي يمثلها .

جبر الضرر الجماعي بدواوير خنيفرة

وتم تفعيل برنامج جبر الضرر الجماعي الذي أطلق سنة 2007 في إطار تتبع توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة عبر منهجية لجبر الضرر الجماعي لفائدة الجهات التي عانت بشكل جماعي، وبطريقة مباشرة أو غير مباشرة من الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان التي تم ارتكابها في الماضي.

ويستهدف هذا البرنامج، الذي يروم تاهيل الحقوق الإنسانية والاجتماعية والثقافية والبيئية للجهات المعنية، مناطق فكيك، الرشيدية، ورزازات، زاكورة، طانطان، أزيلال، الخميسات، الحسيمة، الناظور، خنيفرة، الحي المحمدي وعين السبع بالدار البيضاء.

الصحية، فضلا عن تمكين الأطفال من الاستفادة من التعليم ما قبل المدرسي في ظروف جيدة. ويروم أيضا تحسين الشباب بالأمراض المتنتقلة جنسيا وتعزيز الدينامية الجموعية على الصعيد المحلي والمساهمة في الحفاظ على ذاكرة المقاومة.

ويتكون المركز من قاعة للوسائط المتعددة وأخرى للتعليم ما قبل الأولي وقاعة متعددة التخصصات وإدارة. من جهة أخرى، يتغلب هذا المشروع تنظيم دورات التكوين لفائدة نساء العالم القروي حول تربية النحل والماشية ودروة تربية لفائدة الأطر الجموعية المحلية ولقاءات حول الانتهاكات الماضية لحقوق الإنسان.

علم أن مركزا سوسيو-تربويا يجري إعداده حاليا بدوار نيكليت بالجماعة القروية لام الربيع (اقليم خنيفرة) في إطار برنامج جبر الضرر الجماعي وبتكلفة تقدر بحوالي 600 ألف درهم.

ويهدف هذا البرنامج، الممول في إطار الشراكة بين المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان وصندوق الإيداع والتدبير والاتحاد الأوروبي ووزارة التنمية الاجتماعية والأسرة والتضامن، إلى تحسين ظروف ساكنة هذا الدوار بالمنطقة، من خلال إحداث مركز سوسيو-بيداغوجي وتنظيم العديد من الأنشطة لفائدة هذه الساكنة.

كما يهدف إلى النهوض بقدرات النساء والشباب في مجالات التكوين المهني ومحاربة الأمية والتربية

والدا عبد اللطيف زروال يتقدمان بشكاية لقاضي التحقيق من أجل العدل والإنصاف

مكتب الرباط

وأعطي لها رقم.

المغربية لحقوق الإنسان خلال هذه الندوة الصحفية التي حضرها عبد القادر زروال والد عبد اللطيف أن لجنة كل الحقيقة حول مصير عبد اللطيف زروال، قامت بعدة تحركات تجاه الدولة كمراسلة الوزير الأول ووزير العدل ووزير الداخلية لحثهم على تحمل مسؤولياتهم وفتح تحقيق في الموضوع وتقديم المسؤول في القضية للعدالة، بالإضافة إلى مراسلة المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان انطلاقا من مسؤوليات المجلس في تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة.

وفي كلمة مؤثرة لعبد القادر زروال ذكر فيها بظروف اختطاف واعتقال عبد اللطيف زروال سنة 1974 وتعذيبه بحضور الوالد، وهو مغمض العينين بمعتقل مولاي علي الشريف، ويقول عبد القادر زروال «سوف لن أنسى هذه اللحظة ما حبيت منسائلا «كيف يعذب ابن الإنسان الذي ناضل من أجل الاستقلال ورجوع الملك الشرعي من منفاه».

وحسب بنعمرو، فهذه الشكاية «قدمت باسم ذوي الحقوق والذي عبد اللطيف زروال عبد القادر زروال وفاطمة محمد بنمنصور ضد المشتكي به يوسف قنور بصفته ساهم وأمر وشارك في جرائم معينة، وبويكر الحسوني كعميد شرطة الذي كان يلاحق فترات التعذيب ويسهر عليها وله معلومات حول درجات التعذيب الذي تعرض لها عبد اللطيف زروال وظروف وفاته كما طالبنا من خلال الشكاية بالاستماع إلى كل من شارك أو ساهم في التعذيب أو شاهد الجريمة، حيث قد منا العديد من الوثائق».

أما في ما يتعلق بالتهم المتضمنة بالشكاية، فقد عددها بنعمرو في الاختطاف من الشارع العام، جريمة تعذيب المخطوف، جريمة استعمال التعذيب في ارتكاب جريمة، ثم جريمة عدم التبليغ وأخيرا جريمة إخفاء جثة. ومن جهته كشف بن عبد السلام نائب رئيس الجمعية

كشفت عبد الرحمان بنعمرو عضو هيئة دفاع عبد اللطيف زروال المتكونة من عبد الرحيم الجامعي، أيت الناصر، وباسم أسرته الممتلئة في شخص والده عبد القادر زروال وأمه فاطمة محمد بنمنصور أنه تقدم بشكاية إلى قاضي التحقيق من أجل فتح تحقيق في هذا الملف

وأوضح بنعمرو في ندوة صحفية انعقدت بمقر الجمعية المغربية لحقوق الإنسان بالرباط أول أمس، أن «هيئة الدفاع سلكت هذا الطريق لأن النيابة لم تتمكن على مر 36 سنة من استشهاده عبد اللطيف زروال من فتح أي تحقيق في الموضوع، لذلك سلطنا طريق تقديم شكاية إلى قاضي التحقيق وليس إلى وكيل الملك، لأن في هذه الحال قاضي التحقيق ملزم بفتح تحقيق، ومازلنا ننتظر بعد أن سجلنا هذه الشكاية بالرفقة الثالثة للمحكمة بالرباط ملحقه سلا

تجديد المطالبة بكشف مصير عبد اللطيف زروال

حقوقيون يتهمون المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان بطمس الحقائق

انتقدت لجنة "كل الحقيقة حول مصير عبد اللطيف زروال"، بقوة، تعاطي المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان مع ملف المختفين ومجهولي المصير. وقالت اللجنة، إن المجلس أثبت انعدام الكفاءة والإرادة لديه في التعاطي مع توصيات حياة الإنصاف والمصالحة، ونهبت اللجنة إلى أبعد من ذلك، إذ اتهمت المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان بمساهمته المفضوحة في طمس الحقائق وتكريس الإفلات من العقاب في الجرائم السياسية، وتبييضه للأجهزة المسؤولة عنها، واستخفافه بالحقيقة، وهو ما لا يعطي أي مصداقية لنتائج عمله. وقالت اللجنة، في ندوة عقدتها صباح أول أمس (الثلاثاء)، بالرباط إنه بعد مرور أزيد من 36 عاما على استشهاد عبد اللطيف زروال، ما زالت الحقيقة بصدد الظروف والملابسات التي أحاطت باختطافه، وتعذيبه، وقلته، مجهولة، كما أن قبره لا يزال مجهولا، بل لم تتسلم عائلته رفاته إلى حدود اليوم.

وأضافت اللجنة، المكونة من حقوقيين وفاعلين سياسيين وإعلاميين، أن حياة الإنصاف والمصالحة، خلافا لإسناد وجودها، لم تعط لهذه القضية الاهتمام الواجب، خلال دراستها الملف الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان، بالنسبة إلى الفترة الممتدة ما بين 1956 و1999، وذلك من أجل الكشف عن الحقيقة في الملف وتحديد

أعضاء لجنة كل الحقيقة حول مصير عبد اللطيف زروال خلال الندوة الصحافية (عبد المجيد بزوات)

المسؤوليات بشأنه، رغم علم المسؤولين بالهياة وبالمجلس بما جرى له، بل منهم من كان معتقلا على خلفية الملف نفسه. وأكدت اللجنة أنها ستواصل متابعة هذا الملف، ولن

تقف مكتوفة الأيدي أمام المحاولات الهادفة إلى استمرار إقبار الحقيقة، والإبقاء على سياسة الإفلات من العقاب. وأضافت أنها ستسلك كل الوسائل القانونية لتحقيق

الإنصاف في هذه القضية، بما فيها اللجوء إلى الآليات الدولية بهذا الصدد. من جهته، قال عبد الرحمان بنعمرو، عضو اللجنة، إن الأخيرة وضعت شكاية

مباشرة أمام قاضي التحقيق لضمان فتح تحقيق بشأن ملف عبد اللطيف زروال، عوض اللجوء إلى تقديم شكاية لدى النيابة العامة، بسبب غياب قضاء تزييه وشفاف، يضمن تحريك المتابعة ضد المشتبه في تورطهم في اختطاف وقتل عبد اللطيف زروال. وقال بنعمرو إن هناك عدة جرائم في هذا الملف، بدءا بجريمة الاختطاف، والتعذيب، والتسبب العمدي في القتل، وعدم التبليغ، وإخفاء الجثة، والتزوير.

في السياق ذاته، طالب عبد القادر زروال، والد عبد اللطيف زروال، العدالة المغربية بإنصاف أسرة الضحية، وإطفاء الجمره التي ظلت تحرق أفئدتها، والتي ظلت تحرق فؤاد والده عبد اللطيف، لمدة تزيد عن 36 سنة. وتأسف والد الضحية، لأن المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان ساهم في إهمال قضية ابنه وتهميشها وكأنه يريد طي هذا الملف وطمس حقيقته، وإهمال توصية هيئة الحقيقة والإنصاف. وأكد أن طمس إشعاع الشهداء الأبرار مستحيل. وقال إننا نعرض قضية الشهيد عبد اللطيف زروال على العدالة المغربية، وأمام أنظار الرأي العام الوطني الشعبي والرأي العام العالمي وكل المهتمين بحقوق الإنسان والإنسانية، من أجل المؤازرة، وإحقاق الحق، وإزهاق الباطل، ومن أجل إدانة الجلادين.

جمال بورفيسي



Royaume du Maroc
Conseil consultatif des droits de l'Homme

Département Information et Communication

Allégations de Violations
ادعاءات بالتعرض للانتهاكات

/ Sécurité

Rafles dans les milieux salafistes à Mohammedia

► **A Mohammedia, les services de sécurité ont interpellé, entre octobre et novembre, six personnes habitant le quartier El Alia.**

► **Depuis le début du mois d'octobre les ONG des droits de l'Homme ont signalé plusieurs cas de disparitions à Casablanca et Nador.**

M.E.H

Les services de sécurité ont interpellé, dans une opération menée entre octobre et novembre à Mohammedia, six personnes dont deux originaires de la région de Jebala, habitant le quartier El Alia, a-t-on appris de sources concordantes. Trois d'entre elles avaient été enlevées par des personnes en civil, selon les indications des témoins et des familles. Il s'agit de Ahmed Daftar, né en 1981, marchand ambulant de son état et habitant au quartier Al Alia, Saâd Azzam né en 1981, marchand ambulant, et Rachid Tayan, technicien. Ce dernier a été interpellé par des inconnus à son domicile après son retour d'une séance de sport le 31 octobre à 18 heures.

Selon une source informée, quatre autres personnes ont subi le même sort, leurs familles n'ayant pas souhaité communiquer sur leur disparition, contrairement aux trois autres personnes mentionnées. Les familles de ces derniers ont informé sur leurs enlèvements les ONG des droits de l'Homme et le procureur du Roi à Mohammedia. Ces arrestations portent les signes avant-coureurs du démantèlement d'une cellule ou d'un groupe dans le cadre de la lutte antiterroriste menée conjointement par la DST et la BNPJ. Au mois de novembre dernier, les ONG des droits de l'Homme avait signalé des cas de disparitions qui seraient liées à des opérations des services